



TRANSAT A.T. INC.
PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 janvier 2020

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, par rapport au trimestre clos le 31 janvier 2019 et doit être lu avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019, les notes afférentes et le rapport annuel de 2019, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2019. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 11 mars 2020. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2019.

Nos états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »]. Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, la conjoncture économique, l'évolution de la demande compte tenu de la saisonnalité des opérations, les conditions météorologiques extrêmes, les désastres climatiques ou géologiques, la guerre, l'instabilité politique, le terrorisme réel ou appréhendé, l'écllosion d'épidémies ou de maladies, les préférences des consommateurs et leurs habitudes de consommation, la perception des consommateurs à l'égard de la sécurité des services à destination et de la sécurité aérienne, les tendances démographiques, les perturbations du système de contrôle de la circulation aérienne, le coût des mesures portant sur la protection, la sécurité et l'environnement, la concurrence, la capacité de la Société de préserver et de faire croître sa réputation et sa marque, la disponibilité du financement dans le futur, les fluctuations des prix du carburant et des taux de change et d'intérêt, la dépendance de la Société envers des fournisseurs clés, la disponibilité et la fluctuation des coûts liés à nos avions, les technologies de l'information et les télécommunications, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, la capacité de réduire les coûts d'exploitation, la capacité de la Société d'attirer et de conserver des ressources compétentes, les relations de travail, les négociations des conventions collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, le maintien d'une couverture d'assurance à des niveaux et conditions favorables et à un coût acceptable, ainsi que d'autres risques expliqués en détail à la section Risques et incertitudes du rapport de gestion de notre rapport annuel de 2019.

Par ailleurs, le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société concernant une transaction visant l'acquisition de la totalité des actions de la Société par Air Canada [la « transaction avec Air Canada »]. Ces déclarations sont fondées sur certaines hypothèses jugées raisonnables par la Société, mais sont soumises à certains risques et incertitudes, dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement. Notamment, la réalisation de la transaction avec Air Canada sera assujettie à certaines conditions de clôture usuelles, dont des approbations réglementaires, notamment des autorités du Canada et de l'Union Européenne. En particulier, une évaluation de l'arrangement au regard de l'intérêt public est actuellement menée par Transports Canada. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, le Commissaire de la concurrence fournira à Transports Canada son évaluation des impacts sur la concurrence. Si les approbations requises sont obtenues et que les conditions sont remplies, la clôture de la transaction est attendue pour le deuxième trimestre de l'année civile 2020.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Les déclarations prospectives figurant dans le présent rapport de gestion reposent sur un certain nombre d'hypothèses sur la conjoncture économique et le marché, ainsi que sur les activités, la situation financière et les opérations de la Société. À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle Air Canada fera l'acquisition de la totalité des actions de la Société.
- La perspective selon laquelle si les approbations requises sont obtenues et que les conditions sont remplies, la clôture de la transaction avec Air Canada est attendue pour le deuxième trimestre de l'année civile 2020.
- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les prix de vente, les coûts d'hôtels et autres coûts demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les gains (pertes) à la cession d'entreprises, les charges de restructuration, la dépréciation d'actifs, l'amortissement, les gains (pertes) de change et autres éléments inhabituels importants, et en incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'entreprises, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs, gain (perte) de change et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant résultat net lié aux activités abandonnées, variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'entreprises, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs, gain (perte) de change et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers. Le résultat net ajusté est également utilisé dans le calcul de la rémunération variable des employés et des membres de la haute direction.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus le montant des obligations locatives. La direction utilise la dette totale pour évaluer le niveau d'endettement, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.
Dettes totales nettes (Trésorerie et équivalents de trésorerie nette de la dette totale)	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. La dette totale nette est utilisée afin d'évaluer la situation de trésorerie par rapport au niveau d'endettement de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les tableaux suivants présentent les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
	\$	Retraité ¹ \$
Résultat d'exploitation	(25 066)	(48 620)
Éléments spéciaux	4 174	—
Amortissement	48 285	41 160
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	—	(90)
Résultat d'exploitation ajusté	27 393	(7 550)
Résultat avant charge d'impôts	(43 964)	(70 785)
Éléments spéciaux	4 174	—
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	10 784	18 692
Perte de change	3 488	174
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	—	(90)
Résultat ajusté avant charge d'impôts	(25 518)	(52 009)
Résultat net attribuable aux actionnaires	(33 805)	(52 952)
Éléments spéciaux	4 174	—
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	10 784	18 692
Perte de change	3 488	174
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	—	(90)
Incidence fiscale	(4 944)	(5 032)
Résultat net ajusté	(20 303)	(39 208)
Résultat net ajusté	(20 303)	(39 208)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	37 747	37 572
Résultat net ajusté par action	(0,54)	(1,04)

	Au 31	
	Au 31 janvier 2020	octobre 2019
	\$	Retraité ¹ \$
Dettes à long terme	—	—
Obligations locatives	689 564	665 929
Dettes totales	689 564	665 929
Dettes totales	689 564	665 929
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(682 181)	(564 844)
Dettes totales nettes	7 383	101 085

¹ La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2020	2019	Écart	Écart
	\$	Retraité ² \$	\$	%
États des résultats consolidés				
Revenus	692 799	647 566	45 233	7,0
Résultat d'exploitation	(25 066)	(48 620)	23 554	48,4
Résultat net attribuable aux actionnaires	(33 805)	(52 952)	19 147	36,2
Résultat de base par action	(0,90)	(1,41)	0,51	36,1
Résultat dilué par action	(0,90)	(1,41)	0,51	36,1
Résultat d'exploitation ajusté ¹	27 393	(7 550)	34 943	462,8
Résultat net ajusté ¹	(20 303)	(39 208)	18 905	48,2
Résultat net ajusté par action ¹	(0,54)	(1,04)	0,50	48,1
États des flux de trésorerie consolidés				
Activités opérationnelles	173 207	82 911	90 296	108,9
Activités d'investissement	(33 098)	(38 159)	5 061	13,3
Activités de financement	(24 066)	(19 301)	(4 765)	(24,7)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294	1 340	(46)	(3,4)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	117 337	26 791	90 546	338,0
	Au 31 janvier 2020	Au 31 octobre 2019 Retraité ²	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
États de la situation financière consolidés				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	682 181	564 844	117 337	20,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)	461 729	352 771	108 958	30,9
	1 143 910	917 615	226 295	24,7
Actif total	2 634 064	2 324 490	309 574	13,3
Dette (courant et non courant)	—	—	—	—
Dette totale ¹	689 564	665 929	23 635	3,5
Dette totale nette ¹	7 383	101 085	(93 702)	(92,7)

¹ Voir section Mesures financières non normalisées selon les IFRS

² La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat est une grande entreprise intégrée de tourisme international spécialisée dans le voyage vacances, qui exerce ses activités et commercialise ses services en Amérique et en Europe. Elle élabore et commercialise des services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, incluant des liaisons aériennes et des séjours hôteliers. Transat opère sous les marques Transat et Air Transat, principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans dix autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est également distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Elle offre des services à destination au Mexique, en République dominicaine et en Jamaïque. Depuis peu, Transat a entrepris de constituer une division dont la mission sera de détenir et d'exploiter des hôtels dans les Caraïbes et au Mexique, et de les commercialiser notamment aux États-Unis, en Europe et au Canada.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir la gamme de nos activités en exerçant notre mission également dans l'hôtellerie.

STRATÉGIE

Dans le cadre de son plan stratégique 2018-2022, Transat s'est donné pour objectif de bâtir une rentabilité durable à travers l'amélioration et le renforcement de son modèle actuel d'une part, le développement hôtelier d'autre part.

Le développement hôtelier se concrétisera par la mise sur pied d'une unité d'affaires exploitant des hôtels tout-inclus dans les Caraïbes et au Mexique, dont certains seront détenus en propre et d'autres non. Cette chaîne hôtelière viendra renforcer la rentabilité de Transat, notamment l'hiver, tout en lui permettant de livrer une expérience maîtrisée de bout en bout à ses clients canadiens, européens et américains.

Par ailleurs, Transat renforcera son modèle actuel en maintenant son attention sur la satisfaction des attentes du client loisir, soit un service convivial pour un prix abordable. Ceci sera permis par plus de synergie entre les différents pôles de l'entreprise au Canada, par la poursuite de l'effort d'augmentation de l'efficacité et de réduction des coûts, par l'amélioration continue de l'empreinte digitale de l'entreprise et par une attention particulière portée au développement de certaines fonctions, comme la gestion du revenu ou la planification du réseau aérien.

Enfin, la responsabilité d'entreprise, qu'il s'agisse de l'environnement, des clients, des employés, des partenaires, ou de la gouvernance, restera une préoccupation majeure dans la stratégie de Transat.

Le 23 août 2019, les actionnaires de Transat ont approuvé la convention d'arrangement avec Air Canada aux termes de laquelle il est prévu qu'Air Canada fera l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de Transat. Si les approbations réglementaires sont obtenues et que la transaction se produit, l'activité de Transat viendra s'intégrer dans le plan stratégique d'Air Canada. Entre-temps, la Société poursuit la mise en œuvre de son plan, tout en ralentissant ses investissements dans le développement hôtelier. La Société s'assure de maintenir ses efforts de réduction des coûts et d'amélioration du service, ainsi que de préserver sa capacité à mettre pleinement en œuvre son plan au cas où la transaction ne clôturerait pas.

Pour l'exercice 2020, les objectifs que Transat poursuit, tel que déterminés en début d'exercice, sont les suivants :

1. Obtenir les autorisations réglementaires nécessaires à la conclusion de la transaction avec Air Canada, tout en maintenant intacte sa capacité à opérer de manière indépendante;
2. Améliorer la performance financière;
3. Optimiser les programmes de vols afin de maximiser les revenus et la rentabilité, notamment par l'accroissement de la densité du réseau, de l'utilisation de la flotte et de la connectivité;
4. Poursuivre la transformation des pratiques de gestion du revenu et augmenter le revenu unitaire;

5. Poursuivre les initiatives de contrôle et de réduction des coûts;
6. Poursuivre l'augmentation de la part de notre distribution directe;
7. Poursuivre l'amélioration de la satisfaction de nos clients et maintenir la bonne perception de la marque; et
8. Maintenir la satisfaction et l'engagement de nos équipes et favoriser la rétention.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre capacité et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

RETOUR SUR LES PERSPECTIVES DU 11 DÉCEMBRE 2019

Dans le rapport de gestion du 31 octobre 2019, la Société prévoyait pour la saison d'hiver des résultats légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier. Le résultat d'exploitation ajusté s'est établi à 27,4 millions \$ pour le premier trimestre de 2020, en hausse de 34,9 millions \$ par rapport à la même période l'an dernier, dû à l'amélioration de la rentabilité de tous nos programmes, principalement celui des destinations soleil, ainsi qu'à une hausse des charges d'exploitation inférieure à celle prévue.

CONVENTION D'ARRANGEMENT DÉFINITIVE

Le 23 août 2019, les actionnaires de Transat ont approuvé la convention d'arrangement avec Air Canada aux termes de laquelle il est prévu qu'Air Canada fera l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de Transat pour une contrepartie au comptant de 18,00 \$ par action [« l'arrangement »]. L'arrangement demeure assujéti à certaines conditions de clôture usuelles, dont des approbations réglementaires, notamment celles des autorités du Canada et de l'Union Européenne. En particulier, une évaluation de l'arrangement au regard de l'intérêt public est actuellement menée par Transports Canada. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, le Commissaire de la concurrence fournira à Transports Canada son évaluation des impacts sur la concurrence. Si les approbations requises sont obtenues et que les conditions sont remplies, la clôture de l'arrangement est attendue pour le deuxième trimestre de l'année civile 2020.

La stratégie de développement hôtelière et les objectifs s'y rapportant sont affectés par l'arrangement puisque la Société a convenu de restreindre ses engagements et dépenses en lien avec l'exécution de sa stratégie hôtelière au cours de la période menant à la clôture de l'arrangement.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

	Trimestres clos les 31 janvier			
	2020	2019	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	Retraité ¹ \$	\$	%
Revenus	692 799	647 566	45 233	7,0
Charges d'exploitation				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	235 463	241 120	(5 657)	(2,3)
Carburant d'aéronefs	103 539	92 569	10 970	11,9
Salaires et avantages du personnel	103 003	97 985	5 018	5,1
Frais de vente et de distribution	51 894	51 456	438	0,9
Entretien d'aéronefs	50 354	50 330	24	0,0
Frais d'aéroports et de navigation	37 996	33 849	4 147	12,3
Loyer d'aéronefs	9 072	18 613	(9 541)	(51,3)
Autres coûts aériens	50 238	47 883	2 355	4,9
Autres	23 916	21 395	2 521	11,8
Quote-part du résultat net d'une coentreprise	(69)	(174)	105	(60,3)
Amortissement	48 285	41 160	7 125	17,3
Éléments spéciaux	4 174	—	4 174	100,0
	717 865	696 186	21 679	3,1
Résultat d'exploitation	(25 066)	(48 620)	23 554	48,4
Coûts de financement	10 087	8 555	1 532	17,9
Revenus du financement	(5 461)	(5 256)	(205)	3,9
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	10 784	18 692	(7 908)	(42,3)
Perte de change	3 488	174	3 314	1 904,6
Résultat avant charge d'impôts	(43 964)	(70 785)	26 821	37,9
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(1 890)	(3 531)	1 641	46,5
Différés	(9 112)	(15 284)	6 172	40,4
	(11 002)	(18 815)	7 813	41,5
Résultat net de la période	(32 962)	(51 970)	19 008	36,6
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	(33 805)	(52 952)	19 147	36,2
Participations ne donnant pas le contrôle	843	982	(139)	(14,2)
	(32 962)	(51 970)	19 008	36,6

¹ La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

RETRAITEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019 et l'application est effectuée de manière rétrospective avec retraitement pour chaque période antérieure pour laquelle l'information financière est présentée; ainsi, l'état consolidé des résultats pour la période terminée le 31 janvier 2019 a été retraité. Les coûts d'entretien d'aéronefs, de loyers d'aéronefs, de loyers inclus dans les autres coûts, l'amortissement, les coûts de financement et l'effet de change pour le trimestre terminé le 31 janvier 2019 ont été retraités afin de refléter les nouvelles méthodes comptables. Les principaux changements en lien avec l'adoption de l'IFRS 16 sont expliqués dans la note 3 aux états financiers intermédiaires consolidés condensés de la période terminée le 31 janvier 2020.

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à 2019, nos revenus ont augmenté de 45,2 millions \$ (7,0 %) pour le trimestre clos le 31 janvier 2020. Pour le trimestre, l'augmentation des revenus est principalement attribuable à la hausse du nombre de voyageurs de 10,8 % sur le programme des destinations soleil, notre principal programme durant la saison d'hiver, à la suite de notre décision d'augmenter la capacité. L'augmentation a été partiellement atténuée par une légère baisse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation sur ce programme.

CHARGES D'EXPLOITATION

Nos charges d'exploitation totales ont augmenté de 21,7 millions \$ (3,1 %) pour le trimestre par rapport à 2019. Pour le trimestre, l'augmentation est attribuable à la hausse de notre capacité par rapport à 2019, partiellement atténuée par une baisse des coûts des chambres d'hôtels.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement à 2019, ces coûts ont diminué de 5,7 millions \$ (2,3 %) pour le trimestre. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des prix par nuitée des chambres d'hôtel, partiellement compensée par l'augmentation du nombre de forfaits vendus par rapport à 2019.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 11,0 millions \$ (11,9 %) au cours du trimestre. L'augmentation résulte principalement de la hausse de la capacité par rapport à 2019.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 5,0 millions \$ (5,1 %) pour le trimestre, comparativement à 2019. L'augmentation découle principalement des révisions salariales annuelles et de l'embauche de personnel navigant commercial et de pilotes à la suite de la hausse de notre capacité en 2020.

FRAIS DE VENTE ET DE DISTRIBUTION

Les frais de vente et de distribution comprennent les commissions (soit les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur), les frais de carte de crédit, les frais de distribution et les frais de commercialisation. Les frais de vente et de distribution ont augmenté de 0,4 million \$ (0,9 %) au cours du trimestre, par rapport à 2019. Pour le trimestre, l'augmentation découle principalement de la hausse de la capacité par rapport à 2019, partiellement compensée par une baisse des commissions et des frais de commercialisation, en lien avec nos efforts de réduction des coûts.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais non capitalisables engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules sur les aéronefs, ainsi qu'en lien avec la provision pour conditions de retour. Comparativement à 2019, ces dépenses sont demeurées stables au cours du trimestre.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Ces frais ont augmenté de 4,1 millions \$ (12,3 %) au cours du trimestre, comparativement à 2019. Cette augmentation est due à une hausse de notre capacité par rapport à 2019.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont diminué de 9,5 millions \$ (51,3 %) au cours du trimestre. Cette diminution est due à une baisse du nombre d'aéronefs de notre flotte saisonnière par rapport à 2019.

AUTRES COÛTS AÉRIENS

Les autres coûts aériens sont principalement composés des frais de manutention, des dépenses d'équipage, des frais de commissariat et d'autres frais liés à la compagnie aérienne. Les autres coûts aériens ont augmenté de 2,4 millions \$ (4,9 %) au cours du trimestre, comparativement à 2019. Cette augmentation est due à une hausse de notre capacité par rapport à 2019.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 2,5 millions \$ (11,8 %) au cours du trimestre, comparativement à 2019. Cette augmentation est entre autres attribuable à une hausse des honoraires professionnels et des frais liés aux technologies de l'information.

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE COENTREPRISE

Notre quote-part du résultat net d'une coentreprise correspond à notre quote-part du résultat net de Desarrollo Transimar, notre coentreprise en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net s'élève à 0,1 million \$ pour le premier trimestre, comparativement à 0,2 million \$ pour le trimestre correspondant de 2019.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement et les pertes de valeurs attribuables aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles amortissables. L'amortissement a augmenté de 7,1 millions \$ (17,3 %) au cours du premier trimestre, comparativement à 2019. Cette hausse est principalement attribuable aux droits d'utilisation liés à la flotte, à la suite de l'entrée en service de deux Airbus A321neo LR en 2019 et de trois Airbus A321ceo durant le premier trimestre de 2020, ainsi qu'aux entretiens récents capitalisés sur les moteurs d'aéronefs.

ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux incluent généralement les charges de restructuration et d'autres éléments inhabituels importants. Durant le trimestre terminé le 31 janvier 2020, des honoraires professionnels de 1,2 million \$ ainsi que des charges de rémunération de 3,0 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec la transaction avec Air Canada. Les charges de rémunération sont principalement liées aux régimes de rémunération à base d'actions qui incluent une clause de changement de contrôle ainsi qu'aux ajustements comptabilisés aux provisions liées aux plans de rémunération fondés sur des actions à la suite de la hausse du cours de l'action. La comptabilisation des charges de rémunération à titre d'éléments spéciaux découle de l'offre d'Air Canada, qui rend probable l'atteinte du critère de changement de contrôle inclus dans certains régimes de rémunération à base d'actions de la Société et qui, également, réduit la période d'acquisition des droits. Le cours de clôture de l'action au 31 janvier 2020 s'établit à 16,16 \$ et a été utilisé pour calculer les charges liées aux régimes de rémunération à base d'actions, le cas échéant.

Le total des frais liés à l'arrangement encourus jusqu'au 31 janvier 2020 en lien avec la transaction avec Air Canada s'établit à 11,5 millions \$, comparativement à l'estimation de 12,0 millions \$ selon ce qui était prévu dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction du 19 juillet 2019. Les frais liés à l'arrangement seront supérieurs à ceux initialement estimés. L'augmentation des frais découle en partie du prix de la transaction établi à 18,00 \$ par action, par rapport à 13,00 \$ par action lors de la publication de la circulaire, ainsi que des dépenses supérieures à celles initialement prévues pour répondre aux exigences des approbations réglementaires nécessaires à la réalisation de la transaction, notamment celles du Canada et de l'Union Européenne. Les frais liés à l'arrangement comprennent notamment les honoraires juridiques et comptables et les frais de services-conseils financiers, dont certains sont conditionnels à la clôture de la transaction.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 25,1 millions \$ (3,6 %) au cours du premier trimestre, comparativement à 48,6 millions \$ (7,5 %) en 2019. Cette diminution est principalement attribuable à une meilleure rentabilité du programme des destinations soleil, notre principal programme durant la saison d'hiver.

Au cours du trimestre, nous avons affiché un résultat d'exploitation ajusté de 27,4 millions \$ (4,0 %), comparativement à une perte d'exploitation ajustée de 7,6 millions \$ (1,2 %) en 2019.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur l'obligation locative, la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont augmenté de 1,5 million \$ (17,9 %) pour le trimestre, comparativement à 2019. Cette augmentation est principalement due aux intérêts sur l'obligation locative liée aux aéronefs, à la suite de l'entrée en service de deux Airbus A321neo LR en 2019.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont augmenté de 0,2 million \$ (3,9 %) au cours du trimestre, comparativement à 2019, à la suite de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie par rapport à 2019.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 10,8 millions \$, comparativement à 18,7 millions \$ en 2019. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la juste valeur des dérivés liés au carburant, partiellement compensée par la hausse de la juste valeur des dérivés de change.

PERTE DE CHANGE

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte de change de 3,5 millions \$, comparativement à 0,2 million \$ en 2019. Les pertes de change sont principalement attribuables à l'effet défavorable des taux de change sur les obligations locatives liées aux aéronefs, à la suite de la dépréciation du dollar par rapport au dollar américain, au cours du présent trimestre.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur le résultat s'est établie à 11,0 millions \$ pour le premier trimestre, comparativement à 18,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Excluant la quote-part du résultat net d'une coentreprise, le taux d'imposition effectif s'est établi à 25,0 % pour le trimestre, comparativement à 26,5 % pour la période correspondante de 2019. Pour le trimestre, la variation des taux d'imposition découle des charges non déductibles et des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur les résultats des filiales.

RÉSULTAT NET

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 s'est établie à 33,0 millions \$, comparativement à 52,0 millions \$ en 2019.

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ

La perte nette attribuable aux actionnaires s'est établie à 33,8 millions \$, soit 0,90 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 53,0 millions \$, soit 1,41 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2020, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 37 747 000 (de base et dilué), comparativement à 37 572 000 (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de 2019.

Pour le premier trimestre, notre perte nette ajustée s'est établie à 20,3 millions \$ (0,54 \$ par action), comparativement à 39,2 millions \$ (1,04 \$ par action) en 2019.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les informations financières trimestrielles présentées dans le tableau suivant ont été retraitées pour l'année 2019. Or, l'analyse des informations financières trimestrielles de l'année 2019 par rapport à l'année 2018 est effectuée sur les résultats avant le retraitement afin d'en assurer la comparabilité.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Par rapport aux trimestres comparatifs, les revenus affichent des hausses. Pour la première partie de l'hiver (T1), l'augmentation des revenus est principalement due à la hausse du nombre de voyageurs de 10,8 % sur le programme des destinations soleil, notre principal programme durant cette saison. Pour la seconde partie de l'hiver (T2), l'augmentation des revenus est principalement due à la hausse des prix de vente moyens sur l'ensemble de nos programmes, combinée à une hausse du nombre de voyageurs de 2,3 % sur le programme des destinations soleil, notre principal programme durant cette période. Pour la saison d'été (T3 et T4), l'augmentation des revenus est principalement attribuable à la hausse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation sur l'ensemble de nos programmes, ainsi qu'à la croissance des revenus accessoires.

Quant à nos résultats d'exploitation, pour la première partie de l'hiver (T1), la diminution de notre perte d'exploitation est principalement attribuable à une meilleure rentabilité du programme des destinations soleil, notre principal programme durant la saison d'hiver. Pour la seconde partie de l'hiver (T2), l'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement de la hausse des prix du carburant, combinée à la dépréciation du dollar par rapport au dollar américain, ainsi que des coûts supplémentaires encourus liés à la transition et à l'optimisation de la flotte d'aéronefs de la Société, qui ont été globalement supérieurs à la hausse des prix de vente moyens des forfaits. Pour la saison d'été (T3 et T4), l'amélioration de notre résultat d'exploitation découle de la hausse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation sur l'ensemble de nos programmes, et de la croissance des revenus accessoires. L'augmentation du résultat d'exploitation a été partiellement atténuée par les frais liés à la transaction avec Air Canada et la hausse des coûts d'entretien d'aéronefs. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020
	\$	\$	\$	\$	Retraité ²		\$	\$
Revenus	867 154	664 569	668 843	647 566	897 413	698 916	693 235	692 799
Résultat d'exploitation	(3 179)	(10 736)	6 851	(48 620)	(3 768)	1 728	37 072	(25 066)
Résultat net	9 743	(4 693)	6 784	(51 970)	631	(1 197)	22 820	(32 962)
Résultat net attribuable aux actionnaires	7 939	(5 046)	6 754	(52 952)	(939)	(1 505)	23 049	(33 805)
Résultat de base par action	0,21	(0,13)	0,18	(1,41)	(0,02)	(0,04)	0,61	(0,90)
Résultat dilué par action	0,21	(0,13)	0,18	(1,41)	(0,02)	(0,04)	0,62	(0,90)
Résultat d'exploitation ajusté ¹	12 130	2 350	31 474	(7 550)	40 356	62 098	97 537	27 393
Résultat net ajusté ¹	(456)	(5 040)	13 659	(39 208)	(6 421)	6 166	29 991	(20 303)
Résultat net ajusté par action ¹	(0,01)	(0,13)	0,36	(1,04)	(0,17)	0,16	0,79	(0,54)

¹ Voir section Mesures financières non normalisées selon les IFRS

² La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 682,2 millions \$, comparativement à 564,8 millions \$ au 31 octobre 2019. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 461,7 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2020, comparativement à 352,8 millions \$ au 31 octobre 2019. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 54,9 millions \$, soit un ratio de 1,04, par rapport à 131,8 millions \$ et un ratio de 1,13 au 31 octobre 2019.

L'actif total a augmenté de 309,6 millions \$ (13,3 %), passant de 2 324,5 millions \$ le 31 octobre 2019 à 2 634,1 millions \$ le 31 janvier 2020. Cette hausse est expliquée dans le tableau de la situation financière présenté plus loin. Les capitaux propres ont diminué de 31,5 millions \$, passant de 557,5 millions \$ au 31 octobre 2019 à 526,0 millions \$ au 31 janvier 2020. Cette baisse découle principalement de la perte nette attribuable aux actionnaires de 33,8 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 janvier		
	2020	2019	Écart
(en milliers de dollars)	\$	Retraité ¹ \$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	173 207	82 911	90 296
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33 098)	(38 159)	5 061
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(24 066)	(19 301)	(4 765)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	1 294	1 340	(46)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	117 337	26 791	90 546

¹ La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du premier trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 173,2 millions \$, par rapport à 82,9 millions \$ en 2019. Cette augmentation de 90,3 millions \$ est attribuable à la hausse de 75,5 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, combinée à l'augmentation de 27,3 millions \$ de notre résultat net avant éléments opérationnels de nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds, partiellement compensées par la baisse de 11,6 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 33,1 millions \$ au cours du premier trimestre, comparativement à 38,2 millions \$ en 2019, soit une diminution de 5,1 millions \$. Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevées à 33,1 millions \$ au cours du trimestre, comparativement à 39,3 millions \$ en 2019. La diminution de 6,2 millions \$ est principalement liée aux entretiens capitalisés moins élevés qu'en 2019. En 2020, la Société a fait l'acquisition d'un moteur de rechange d'Airbus A321neo LR pour un montant de 16,6 millions \$ en 2020. En 2019, la Société avait fait l'acquisition d'un second terrain à Puerto Morelos, au Mexique, adjacent au premier terrain acquis en 2018, pour un montant de 15,8 millions \$.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 19,3 millions \$ pour le premier trimestre de 2019 à 24,1 millions \$ en 2020, soit une augmentation de 4,8 millions \$. Les remboursements des obligations locatives ont augmenté de 4,4 millions \$ en 2020 à la suite de l'entrée en service de deux Airbus A321neo LR en 2019 et de trois Airbus A321ceo durant le premier trimestre de 2020.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	31 janvier 2020	31 octobre 2019 Retraité ¹	Écart	Principales sources d'explication des écarts importants
	\$	\$	\$	
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	682 181	564 844	117 337	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	461 729	352 771	108 958	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	147 164	137 944	9 220	Augmentation du volume des activités, partiellement compensée par l'encaissement d'encaisses bailleurs à recevoir
Impôts sur le résultat à recevoir	16 803	16 523	280	Aucun écart important
Stocks	14 045	15 847	(1 802)	Diminution de l'inventaire de carburant
Charges payées d'avance	96 759	74 489	22 270	Augmentation des montants payés d'avance aux hôteliers due à la saisonnalité des opérations
Dépôts	196 575	183 902	12 673	Augmentation des dépôts liés aux entretiens d'aéronefs
Actifs d'impôt différé	38 413	28 148	10 265	Augmentation liée aux pertes déductibles et aux instruments financiers dérivés
Immobilisations corporelles	922 620	891 445	31 175	Nouveaux baux aéronefs et immobiliers, partiellement compensés par l'amortissement
Immobilisations incorporelles	35 250	36 852	(1 602)	Amortissement de la période, partiellement compensé par les acquisitions
Instruments financiers dérivés	5 579	4 870	709	Variation favorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des dérivés contractés
Placement	16 691	16 533	158	Aucun écart important
Autres actifs	255	322	(67)	Aucun écart important
Passif				
Fournisseurs et autres créiteurs	365 780	311 065	54 715	Saisonnalité des opérations
Provision pour conditions de retour	159 370	155 120	4 250	Augmentation due au passage du temps
Obligations locatives	689 564	665 929	23 635	Nouveaux baux aéronefs et immobiliers, partiellement compensés par les remboursements de capital
Impôts sur le résultat à payer	1 660	4 244	(2 584)	Augmentation des pertes déductibles
Instruments financiers dérivés	23 963	12 081	11 882	Variation défavorable des prix du carburant en regard des dérivés contractés
Dépôts de clients et revenus différés	809 059	561 404	247 655	Saisonnalité des opérations combinée à une augmentation du volume des activités
Autres passifs	47 939	47 444	495	Aucun écart important
Passifs d'impôt différé	10 758	9 752	1 006	Augmentation à la suite de l'augmentation des écarts temporaires liés aux obligations locatives
Capitaux propres				
Capital-actions	221 012	221 012	—	Aucun écart
Provision pour paiements fondés sur des actions	15 948	15 948	—	Aucun écart
Résultats non distribués	303 291	336 993	(33 702)	Perte nette
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(9 671)	(9 176)	(495)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	(4 609)	(7 326)	2 717	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

¹ La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} novembre 2019, et les chiffres de 2019 ont été retraités. Voir section Modifications de méthodes comptables.

FINANCEMENT

Au 11 mars 2020, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2022, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains ratios financiers et conditions financières. Au 31 janvier 2020, tous les ratios et conditions financières étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers consolidés.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location liés aux aéronefs engagés non livrés
- Contrats de location d'une durée de moins de 12 mois et/ou liés à des biens de faible valeur

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 1 284,0 millions \$ au 31 janvier 2020 (1 286,4 millions \$ au 31 octobre 2019) et se résument comme suit :

	Au 31 janvier 2020	Au 31 octobre 2019
	\$	Retraité ¹ \$
ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)		
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	24 534	25 375
Contrats de cautionnement	474	472
Contrats de location		
Obligations en vertu de contrats de location	1 258 984	1 260 579
	1 283 992	1 286 426

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2020, un montant de 55,5 millions \$ était utilisé, dont 51,2 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable en 2020. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans et pour un montant total de 50,0 millions \$. Cette facilité permet, entre autres, à la Société d'émettre des contrats de cautionnement à certains de ses fournisseurs à qui des lettres de crédit étaient émises et pour lesquelles la Société devait céder en nantissement de la trésorerie égale au montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2020, un montant de 23,5 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagée par des dépôts de 2,7 millions £ (4,8 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 31 janvier 2020, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait diminué de 2,4 millions \$ par rapport au 31 octobre 2019. Cette diminution découle principalement des paiements effectués en vertu de notre flotte saisonnière durant la période, partiellement compensée par la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La dette totale de la Société, qui correspond au solde des obligations locatives, s'élève à 689,6 millions \$ au 31 janvier 2020, soit une hausse de 23,6 millions \$ comparativement au 31 octobre 2019. Cette hausse est attribuable à l'ajout d'aéronefs à notre flotte au cours des douze derniers mois.

La dette totale nette a diminué de 93,7 millions \$, passant de 101,1 millions \$ au 31 octobre 2019 à 7,4 millions \$ au 31 janvier 2020. La diminution de notre dette totale nette est due à des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'au 31 octobre 2019, partiellement compensés par la hausse de notre dette totale.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2020, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 6 mars 2020, il y avait un total de 37 747 090 actions à droit de vote en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 6 mars 2020, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 746 570, dont 1 522 170 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement vingt Airbus A330 (332, 345 ou 375 sièges), quatre Airbus A310 (250 sièges), cinq Boeing 737-800 (189 sièges), quatre Airbus A321ceo (199 sièges) et deux Airbus A321neo LR (199 sièges).

Durant l'hiver 2020, la Société bénéficie également d'ententes pour la location saisonnière de huit Airbus A321ceo (190 sièges) et cinq Boeing 737-800 (189 sièges).

En février 2020, la Société a pris livraison de son troisième Airbus A321neo LR d'une série de 17 nouveaux appareils qui s'ajouteront à sa flotte d'ici 2022.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables et modalités de calcul utilisées par la Société sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019. Les méthodes comptables de la Société n'ont fait l'objet d'aucune modification significative depuis cette date, à l'exception de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, et de l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*.

IFRS 16 - CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16, *Contrats de location*, remplace l'IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

Considérant que la Société s'est engagée en vertu de nombreux contrats de location, l'adoption de l'IFRS 16 entraîne une incidence significative sur ses états financiers consolidés. La Société comptabilise en vertu de ses contrats de location un actif lié au droit d'utilisation et un passif à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs. La dotation aux amortissements de l'actif lié au droit d'utilisation et la charge d'intérêt de l'obligation locative remplacent la charge de loyer liée aux contrats de location.

La Société a adopté l'IFRS 16 le 1^{er} novembre 2019 et l'application est effectuée de manière rétrospective, avec ajustement à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} novembre 2018 et l'état consolidé des résultats du trimestre clos le 31 janvier 2019. Les méthodes comptables et les principaux changements en lien avec l'adoption de l'IFRS 16 sont expliqués dans les notes 2 et 3 aux états financiers intermédiaires consolidés condensés du trimestre clos le 31 janvier 2020.

IFRIC 23 - INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui apporte des précisions sur l'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en lien avec la comptabilisation et l'évaluation des traitements fiscaux incertains. L'IFRIC 23 indique les circonstances pour lesquelles les traitements fiscaux incertains doivent être traités isolément ou collectivement, ainsi que les hypothèses à considérer dans l'évaluation d'un traitement fiscal incertain afin de déterminer s'il est probable que le traitement soit accepté par l'administration fiscale. L'application de l'IFRIC 23 est en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019. Aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société ne découle de l'adoption de cette nouvelle interprétation de l'IFRIC.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 janvier 2020 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière [« CIIF »] qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Ainsi, la direction a mis en place de nouveaux contrôles internes à la suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location* pour s'assurer que les actifs liés au droit d'utilisation et les obligations locatives sont enregistrés et présentés conformément à la nouvelle norme.

PERSPECTIVES

État des réservations du second trimestre - À ce jour, sur le marché des destinations soleil, le principal marché de la Société durant la saison d'hiver, la capacité de Transat est supérieure de 5 % à celle déployée à la même date l'an passé. 83 % de cette capacité est vendue et les coefficients d'occupation sont en baisse de 1,7 % à ceux de 2019. L'impact de la variation du dollar canadien, combiné à la baisse du coût du carburant, entraînera une baisse des charges opérationnelles de 0,3 % si le dollar canadien en regard du dollar américain et le coût du carburant d'aéronefs, demeurent stables. Les marges unitaires sont actuellement supérieures de 0,8 % à celles enregistrées à pareille date l'an dernier.

À ce jour sur le marché transatlantique, où c'est la basse saison, les coefficients d'occupation sont en baisse de 1,6 % à ceux de l'hiver dernier. Les prix sont similaires à ceux enregistrés à pareille date l'année dernière.

État des réservations de l'été - À ce jour, sur le marché transatlantique, le principal marché de la Société durant l'été, la capacité de Transat est supérieure de 3 % à celle offerte en 2019. Actuellement, 34 % des sièges sont vendus. Les coefficients d'occupation sont en baisse de 1,7 % et les prix sont inférieurs de 5,7 % à ceux à pareille date l'an dernier. Le coût du carburant, net de la variation du dollar canadien à l'encontre du dollar américain, de l'euro et de la livre, entraîne actuellement une baisse de 4,0% des charges opérationnelles.

Impact du coronavirus sur les perspectives - Depuis le 24 février, les réservations prises quotidiennement sont inférieures à celles de l'année dernière et les écarts se sont significativement accentués au cours des derniers jours. Dans la situation actuelle, il est impossible de prévoir l'effet sur les réservations à venir.

La Société a mis en œuvre une série de mesures opérationnelles, commerciales et financières, notamment de réduction de coûts, visant tant à assurer la sécurité et la tranquillité d'esprit de ses clients que la préservation de sa trésorerie. Elle assure un suivi de la situation au jour le jour afin d'ajuster ces mesures en fonction de son évolution.

En conséquence, la Société ne fera pas de perspectives pour le second trimestre, ni pour l'été.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Au 31 janvier 2020 \$	Au 31 octobre 2019 Retraité [note 3] \$	Au 1 ^{er} novembre 2018 Retraité [note 3] \$
ACTIFS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		682 181	564 844	593 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	4	410 505	301 547	287 735
Clients et autres débiteurs		147 164	137 944	133 626
Impôts sur le résultat à recevoir		1 703	1 423	11 405
Stocks		14 045	15 847	14 464
Charges payées d'avance		96 759	74 489	63 706
Instruments financiers dérivés		5 579	4 870	20 413
Partie courante des dépôts	5	17 653	17 765	20 250
Actifs courants		1 375 589	1 118 729	1 145 253
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	4	51 224	51 224	51 184
Dépôts	5	178 922	166 137	166 026
Impôts sur le résultat à recevoir		15 100	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé		38 413	28 148	16 105
Immobilisations corporelles	6	922 620	891 445	721 504
Immobilisations incorporelles		35 250	36 852	42 689
Instruments financiers dérivés		—	—	84
Placement	7	16 691	16 533	16 084
Autres actifs		255	322	186
Actifs non courants		1 258 475	1 205 761	1 028 962
		2 634 064	2 324 490	2 174 215
PASSIFS				
Fournisseurs et autres créiteurs		365 780	311 065	312 273
Partie courante de la provision pour conditions de retour	8	8 445	—	—
Partie courante des obligations locatives	9	112 001	99 814	71 250
Impôts sur le résultat à payer		1 660	4 244	1 117
Dépôts de clients et revenus différés		809 059	561 404	517 352
Instruments financiers dérivés		23 787	10 431	2 766
Passifs courants		1 320 732	986 958	904 758
Provision pour conditions de retour	8	150 925	155 120	128 528
Obligations locatives	9	577 563	566 115	493 920
Autres passifs	10	47 939	47 444	41 128
Instruments financiers dérivés		176	1 650	679
Passifs d'impôt différé		10 758	9 752	11 739
Passifs non courants		787 361	780 081	675 994
CAPITAUX PROPRES				
Capital-actions	11	221 012	221 012	219 684
Provision pour paiements fondés sur des actions		15 948	15 948	18 017
Résultats non distribués		303 291	336 993	362 590
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie		(9 671)	(9 176)	1 971
Montant cumulé des écarts de change		(4 609)	(7 326)	(8 799)
		525 971	557 451	593 463
		2 634 064	2 324 490	2 174 215

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

	Notes	Trimestres clos les 31 janvier	
		2020	2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)		\$	Retraité [note 3] \$
Revenus		692 799	647 566
Charges d'exploitation			
Coûts liés à la prestation de services touristiques		235 463	241 120
Carburant d'aéronefs		103 539	92 569
Salaires et avantages du personnel		103 003	97 985
Frais de vente et de distribution		51 894	51 456
Entretien d'aéronefs		50 354	50 330
Frais d'aéroports et de navigation		37 996	33 849
Loyer d'aéronefs		9 072	18 613
Autres coûts aériens		50 238	47 883
Autres		23 916	21 395
Quote-part du résultat net d'une coentreprise		(69)	(174)
Amortissement		48 285	41 160
Éléments spéciaux	12	4 174	—
		717 865	696 186
Résultat d'exploitation		(25 066)	(48 620)
Coûts de financement		10 087	8 555
Revenus du financement		(5 461)	(5 256)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés		10 784	18 692
Perte de change		3 488	174
Résultat avant charge d'impôts		(43 964)	(70 785)
Impôts sur le résultat (récupération)			
Exigibles		(1 890)	(3 531)
Différés		(9 112)	(15 284)
		(11 002)	(18 815)
Résultat net de la période		(32 962)	(51 970)
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires		(33 805)	(52 952)
Participations ne donnant pas le contrôle		843	982
		(32 962)	(51 970)
Résultat par action	11		
De base		(0,90)	(1,41)
Dilué		(0,90)	(1,41)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
Résultat net de la période	(32 962)	(51 970)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés en résultat net		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(1 792)	(7 848)
Reclassement en résultat net	1 133	3 977
Impôts différés	164	1 061
	(495)	(2 810)
Gain de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	2 717	1 581
Total des autres éléments du résultat global	2 222	(1 229)
Résultat global de la période	(30 740)	(53 199)
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	(31 842)	(54 203)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 102	1 004
	(30 740)	(53 199)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	<u>Cumul des autres éléments du résultat global</u>							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués Retraité [note 3]	Profit (perte) latent sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Total Retraité [note 3]	Participa- tions ne donnant pas le contrôle Retraité [note 3]	Total des capitaux propres Retraité [note 3]
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2018	219 684	18 017	362 590	1 971	(8 799)	593 463	—	593 463
Résultat net de la période	—	—	(52 952)	—	—	(52 952)	982	(51 970)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(2 810)	1 559	(1 251)	22	(1 229)
Résultat global de la période	—	—	(52 952)	(2 810)	1 559	(54 203)	1 004	(53 199)
Émission sur le capital autorisé	341	—	—	—	—	341	—	341
Acquisition d'UAP	—	(19)	—	—	—	(19)	—	(19)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	544	—	—	—	544	—	544
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 610	—	—	2 610	(2 610)	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	1 628	1 628
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	22	22	(22)	—
	341	525	2 610	—	22	3 498	(1 004)	2 494
Solde au 31 janvier 2019	220 025	18 542	312 248	(839)	(7 218)	542 758	—	542 758
Résultat net de la période	—	—	20 605	—	—	20 605	1 649	22 254
Autres éléments du résultat global	—	—	(3 406)	(8 337)	(87)	(11 830)	(21)	(11 851)
Résultat global de la période	—	—	17 199	(8 337)	(87)	8 775	1 628	10 403
Émission sur le capital autorisé	599	—	—	—	—	599	—	599
Exercice d'options	388	(120)	—	—	—	268	—	268
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 068	—	—	—	1 068	—	1 068
Reclassement des UAP à titre de passif financier	—	(3 542)	—	—	—	(3 542)	—	(3 542)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	(2 892)	(2 892)
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	7 546	—	—	7 546	(7 546)	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	8 789	8 789
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(21)	(21)	21	—
	987	(2 594)	7 546	—	(21)	5 918	(1 628)	4 290
Solde au 31 octobre 2019	221 012	15 948	336 993	(9 176)	(7 326)	557 451	—	557 451
Résultat net de la période	—	—	(33 805)	—	—	(33 805)	843	(32 962)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(495)	2 458	1 963	259	2 222
Résultat global de la période	—	—	(33 805)	(495)	2 458	(31 842)	1 102	(30 740)
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	103	—	—	103	(103)	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(740)	(740)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	259	259	(259)	—
	—	—	103	—	259	362	(1 102)	(740)
Solde au 31 janvier 2020	221 012	15 948	303 291	(9 671)	(4 609)	525 971	—	525 971

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
(en milliers de dollars canadiens)	\$	Retraité [note 3] \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net de la période	(32 962)	(51 970)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :		
Amortissement	48 285	41 160
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	10 784	18 692
Perte de change	3 488	174
Quote-part du résultat net d'une coentreprise	(69)	(174)
Impôts différés	(9 112)	(15 284)
Avantages du personnel	754	734
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	544
	21 168	(6 124)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	160 410	84 901
Variation nette de la provision pour conditions de retour	4 250	5 132
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(12 621)	(998)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	173 207	82 911
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(33 098)	(39 259)
Contrepartie reçue pour une entreprise cédée, nette de la trésorerie cédée	—	1 100
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33 098)	(38 159)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit de l'émission d'actions	—	341
Remboursement des obligations locatives	(24 066)	(19 642)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(24 066)	(19 301)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 294	1 340
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	117 337	26 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	564 844	593 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	682 181	620 445
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)		
Impôts sur les bénéfices payés (récupérés), nets	1 009	344
Intérêts payés	221	186

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont transigées sous un seul symbole, soit « TRZ ».

Transat A.T. inc. est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé d'un voyageur implanté au Canada, lequel est intégré verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 11 mars 2020.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les méthodes comptables et modalités de calcul dans ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés annuels les plus récents, à l'exception de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, et de l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, dont les effets sont décrits dans la note 3. Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2019.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » et « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » qui ont été évalués à la juste valeur.

CONTRATS DE LOCATION

La Société est partie à des contrats de location principalement pour des aéronefs, des moteurs d'aéronefs, des biens immobiliers et du matériel roulant. Les contrats de location dans le cadre desquels la quasi-totalité des risques et des avantages de la propriété de l'actif ne sont pas transférés à la Société sont classés comme des contrats de location. À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise un actif lié au droit d'utilisation et une obligation locative correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société a fait le choix de séparer les composantes locatives et les composantes non locatives des contrats de location.

L'évaluation initiale de l'obligation locative inclut les paiements de loyer fixes et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, durant la période non résiliable du contrat de location et pour les options de prolongation que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. La valeur initiale de l'obligation locative est diminuée des avantages incitatifs à la location à recevoir.

La valeur initiale de l'actif lié au droit d'utilisation est obtenue à partir du calcul de l'obligation locative. Les actifs liés au droit d'utilisation sont comptabilisés selon IAS 16, *Immobilisations corporelles* et amortis sur la durée du contrat de location. Pour la flotte permanente, lors de la comptabilisation initiale, les actifs liés au droit d'utilisation sont décomposés et les travaux d'entretien admissibles sont incorporés au coût de l'actif et amortis sur la durée du bail ou la durée d'utilité attendue, si elle est plus courte. Subséquemment, les travaux d'entretien admissibles effectués sur la durée du bail sont incorporés au coût de l'actif et amortis sur la durée du bail ou la durée d'utilité attendue, si elle est plus courte.

La Société présente les actifs liés au droit d'utilisation sous le poste Immobilisations corporelles et les obligations locatives sous le poste Obligations locatives à l'état consolidé de la situation financière. La portion courante des obligations locatives est présentée dans le passif courant.

Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés comme charge de loyer aux états consolidés des résultats. Les charges associées aux paiements de loyer en vertu des contrats de location d'une durée de moins de 12 mois et des contrats de location d'éléments de faible valeur sont comptabilisées comme charge de loyer aux états consolidés des résultats selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

PROVISION POUR CONDITIONS DE RETOUR

Les contrats de location pour des aéronefs et moteurs incluent des obligations liées aux conditions dans lesquelles les actifs doivent être retournés au bailleur à la fin du bail [les « conditions de retour »]. La Société comptabilise une provision liée aux conditions de retour des aéronefs et des moteurs loués à partir du début du bail en fonction du degré d'utilisation jusqu'à l'entretien permettant de respecter la condition de retour ou jusqu'à la fin du bail. La provision est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent et dans les estimations comptables et jugements importants utilisés. La provision est actualisée au taux sans risque des obligations canadiennes avant impôts à la date de clôture, d'une durée correspondant à la durée moyenne restante avant la sortie de fonds afférente.

La Société verse des dépôts aux bailleurs en fonction de l'utilisation des aéronefs loués en lien avec certains travaux d'entretien futurs, soit les dépôts d'entretien aux bailleurs. Les dépôts versés entre le dernier entretien effectué par la Société et la fin du bail, ainsi que certains dépôts versés en excédent du coût réel des travaux d'entretien, ne seront pas remboursés à la Société lors de l'entretien. Ces dépôts sont inclus dans la provision pour conditions de retour des aéronefs et moteurs loués.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

TAUX D'ACTUALISATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société utilise le taux d'emprunt marginal pour calculer l'obligation locative. La Société estime le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location en tenant compte de plusieurs éléments, incluant le taux sans risque au début du bail, la solvabilité de la Société, la devise du bail, la durée du bail et la nature du bien loué. Étant donné le recours à diverses hypothèses pour déterminer le taux d'actualisation des obligations locatives, il existe une incertitude relative à la mesure inhérente à ce calcul.

PROVISION POUR CONDITIONS DE RETOUR

Les estimations utilisées pour déterminer le montant de la provision pour conditions de retour sont fondées sur l'expérience passée, les coûts historiques et les réparations, les informations obtenues des fournisseurs externes, l'utilisation prévue des aéronefs, le moment auquel la réparation devrait avoir lieu, le taux de change du dollar américain ainsi que d'autres faits et hypothèses raisonnables dans les circonstances. Étant donné le recours à diverses hypothèses pour déterminer la provision pour conditions de retour, il existe une incertitude relative à la mesure inhérente à ce calcul. Les résultats réels seront différents des résultats estimés d'après les hypothèses.

Note 3 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16, *Contrats de location*, remplace l'IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

Considérant que la Société s'est engagée en vertu de nombreux contrats de location, l'adoption de l'IFRS 16 entraîne une incidence significative sur ses états financiers consolidés. La Société comptabilise en vertu de ses contrats de location un actif lié au droit d'utilisation et un passif à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs. La dotation aux amortissements de l'actif lié au droit d'utilisation et la charge d'intérêt de l'obligation locative remplacent la charge de loyer liée aux contrats de location.

La Société a adopté l'IFRS 16 le 1^{er} novembre 2019 et l'application est effectuée de manière rétrospective avec retraitement pour chaque période antérieure pour laquelle l'information financière est présentée. La Société a retraité l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} novembre 2018 et l'état consolidé des résultats du trimestre clos le 31 janvier 2019. La Société a choisi d'appliquer les exemptions de capitalisation permises pour les contrats de location d'une durée de moins de 12 mois et les contrats de location d'éléments de faible valeur. Les méthodes comptables découlant de l'adoption de l'IFRS 16 sont décrites ci-après.

FLOTTE

Au 31 janvier 2020, la Société exploite 31 aéronefs loués en vertu de contrats de location [31 et 27 aux 31 octobre 2019 et 2018, respectivement] pour lesquels des actifs liés au droit d'utilisation et des obligations locatives seront comptabilisés en vertu de l'IFRS 16; ces aéronefs font partie de la flotte permanente. Durant la saison d'hiver, la Société a également des aéronefs loués en vertu de contrats de location pour une période d'environ 6 mois; ces aéronefs font partie de la flotte saisonnière. La Société a choisi d'appliquer pour la flotte saisonnière les dispositions de l'IFRS 16 permettant de continuer à comptabiliser les charges associées à ces contrats sous le poste Loyers d'aéronefs selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Pour la flotte permanente, lors de la comptabilisation initiale, les actifs liés au droit d'utilisation sont décomposés et les travaux d'entretien admissibles sont incorporés au coût de l'actif et amortis sur la durée du bail ou la durée d'utilité attendue, si elle est plus courte. Subséquemment, les travaux d'entretien admissibles effectués sur la durée du bail sont incorporés au coût de l'actif et amortis sur la durée du bail ou la durée d'utilité attendue, si elle est plus courte. Conséquemment, la charge d'entretien des aéronefs loués diminue et la charge d'amortissement augmente à la suite de l'adoption de l'IFRS 16.

Tous les contrats de location liés aux aéronefs sont libellés en dollars américains. L'obligation locative en vertu des aéronefs loués et la provision pour conditions de retour sont libellées en dollars américains et doivent être réévaluées au taux de change en vigueur à la date de clôture. Conséquemment, la volatilité du gain (perte) de change comptabilisé aux états consolidés des résultats est accrue à la suite de l'application de l'IFRS 16.

La Société est partie à des contrats de location liés à des moteurs d'aéronefs. Des actifs liés au droit d'utilisation et des obligations locatives sont comptabilisés en vertu de l'IFRS 16 en lien avec ces contrats, à l'exception des contrats de location d'une durée de moins de 12 mois et des contrats de location d'éléments de faible valeur.

BAUX IMMOBILIERS ET AUTRES

La Société est partie à des contrats de location liés à l'immobilier, notamment des bureaux, des espaces dans les aéroports et des agences de voyage. Des actifs liés au droit d'utilisation et des obligations locatives sont comptabilisés en vertu de l'IFRS 16 en lien avec ces contrats, à l'exception des contrats de location d'une durée de moins de 12 mois et des contrats incluant un droit de substitution substantiel.

La Société est partie à des contrats de location liés à des équipements, incluant du matériel roulant. Des actifs liés au droit d'utilisation et des obligations locatives sont comptabilisés en vertu de l'IFRS 16 en lien avec ces contrats, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location d'éléments de faible valeur.

PROVISION POUR CONDITIONS DE RETOUR

Les contrats de location pour des aéronefs et moteurs incluent des obligations liées aux conditions dans lesquelles les actifs doivent être retournés au bailleur à la fin du bail. La Société comptabilise une provision liée aux conditions de retour des aéronefs et des moteurs loués à partir du début du bail en fonction du degré d'utilisation jusqu'à l'entretien permettant de respecter la condition de retour ou jusqu'à la fin du bail. La provision est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent et dans les estimations comptables et jugements importants utilisés. La provision est actualisée au taux sans risque des obligations canadiennes avant impôts à la date de clôture, d'une durée correspondant à la durée moyenne restante avant la sortie de fonds afférente.

La Société verse des dépôts aux bailleurs en fonction de l'utilisation des aéronefs loués en lien avec certains travaux d'entretien futurs. Les dépôts versés entre le dernier entretien effectué par la Société et la fin du bail, ainsi que certains dépôts versés en excédent du coût réel des travaux d'entretien, ne seront pas remboursés à la Société lors de l'entretien. Ces dépôts sont inclus dans la provision pour conditions de retour des aéronefs et moteurs loués.

PRÉSENTATION DE L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

La présentation de l'état consolidé des résultats a également été modifiée afin de mieux refléter la nature des charges d'exploitation. Certaines charges d'exploitation qui étaient précédemment présentées sous le poste « Autres coûts aériens » sont maintenant présentées sous le poste « Frais d'aéroport et de navigation ». Cette modification à la présentation de l'état consolidé des résultats n'a pas d'incidence sur les résultats d'exploitation.

EFFET SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRÉSENTÉS ANTÉRIEUREMENT

L'effet cumulé sur l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé des résultats et le tableau des flux de trésorerie consolidé de l'adoption de l'IFRS 16 est présenté dans les tableaux suivants :

États consolidés de la situation financière

	Au 31 octobre 2018	Immobilier et Flotte	autres	Après ajustements
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
ACTIFS				
Clients et autres débiteurs	139 979	(7 339)	986	133 626
Charges payées d'avance	68 890	(5 165)	(19)	63 706
Actifs courants	1 156 790	(12 504)	967	1 145 253
Dépôts	41 742	124 284	—	166 026
Actifs d'impôt différé	14 954	(270)	1 421	16 105
Immobilisations corporelles	201 478	481 745	38 281	721 504
Autres actifs	26 685	(26 310)	(189)	186
Actifs non courants	410 000	579 449	39 513	1 028 962
	1 566 790	566 945	40 480	2 174 215
PASSIFS				
Fournisseurs et autres créditeurs	320 732	(7 710)	(749)	312 273
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	27 313	(27 313)	—	—
Partie courante des obligations locatives	—	58 570	12 680	71 250
Passifs courants	869 280	23 547	11 931	904 758
Provision pour remise en état des aéronefs loués	29 915	(29 915)	—	—
Provisions pour conditions de retour	—	128 528	—	128 528
Obligations locatives	—	454 499	39 421	493 920
Autres passifs	92 025	(41 429)	(9 468)	41 128
Passifs d'impôt différé	3 252	8 220	267	11 739
Passifs non courants	125 871	519 903	30 220	675 994
CAPITAUX PROPRES				
Résultats non distribués	340 766	23 495	(1 671)	362 590
	571 639	23 495	(1 671)	593 463
	1 566 790	566 945	40 480	2 174 215

États consolidés de la situation financière

	Au 31 octobre 2019			
	Au 31 octobre 2019	Immobilier et Flotte	autres	Après ajustements
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
ACTIFS				
Clients et autres débiteurs	137 449	283	212	137 944
Charges payées d'avance	83 822	(9 333)	—	74 489
Actifs courants	1 127 567	(9 050)	212	1 118 729
Dépôts	41 226	124 911	—	166 137
Actifs d'impôt différé	27 209	(270)	1 209	28 148
Immobilisations corporelles	235 161	603 288	52 996	891 445
Autres actifs	34 055	(33 599)	(134)	322
Actifs non courants	457 360	694 330	54 071	1 205 761
	1 584 927	685 280	54 283	2 324 490
PASSIFS				
Fournisseurs et autres créditeurs	315 395	(3 304)	(1 026)	311 065
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	27 151	(27 151)	—	—
Partie courante des obligations locatives	—	88 214	11 600	99 814
Passifs courants	918 625	57 759	10 574	986 958
Provision pour remise en état des aéronefs loués	31 097	(31 097)	—	—
Provisions pour conditions de retour	—	155 120	—	155 120
Obligations locatives	—	514 235	51 880	566 115
Autres passifs	97 498	(42 206)	(7 848)	47 444
Passifs d'impôt différé	1 274	8 172	306	9 752
Passifs non courants	131 519	604 224	44 338	780 081
CAPITAUX PROPRES				
Résultats non distribués	314 325	23 297	(629)	336 993
	534 783	23 297	(629)	557 451
	1 584 927	685 280	54 283	2 324 490

États consolidés des résultats					2019
	Trimestre clos le 31 janvier	2019	Immobilier et Flotte	autres Présentation	Après ajustements
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	647 566	—	—	—	647 566
Charges d'exploitation					
Entretien d'aéronefs	58 496	(8 166)	—	—	50 330
Frais d'aéroports et de navigation	29 324	—	—	4 525	33 849
Loyer d'aéronefs	38 596	(19 983)	—	—	18 613
Autres coûts aériens	50 897	1 511	—	(4 525)	47 883
Autres	24 935	—	(3 540)	—	21 395
Amortissement	14 917	23 899	2 344	—	41 160
	700 121	(2 739)	(1 196)	—	696 186
Résultat d'exploitation	(52 555)	2 739	1 196	—	(48 620)
Coûts de financement	395	7 451	709	—	8 555
Perte (gain) de change	(32)	205	1	—	174
Résultat avant charge d'impôts	(66 354)	(4 917)	486	—	(70 785)
Impôts sur le résultat (récupération)					
Différés	(14 164)	(1 243)	123	—	(15 284)
	(17 695)	(1 243)	123	—	(18 815)
Résultat net de la période	(48 659)	(3 674)	363	—	(51 970)
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires	(49 646)	(3 674)	368	—	(52 952)
Participations ne donnant pas le contrôle	987	—	(5)	—	982
	(48 659)	(3 674)	363	—	(51 970)
Résultat par action					
De base	(1,32)	(0,10)	0,01	—	(1,41)
Dilué	(1,32)	(0,10)	0,01	—	(1,41)

États consolidés des résultats	2019				
	Exercice clos le 31 octobre	Flotte	Immobilier et autres	Présentation	Après ajustements
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	2 937 130	—	—	—	2 937 130
Charges d'exploitation					
Entretien d'aéronefs	279 283	(49 374)	—	—	229 909
Frais d'aéroports et de navigation	158 618	—	—	17 215	175 833
Loyer d'aéronefs	143 784	(96 981)	—	—	46 803
Autres coûts aériens	262 477	6 298	—	(17 215)	251 560
Autres	105 304	—	(14 381)	—	90 923
Amortissement	64 078	108 054	10 189	—	182 321
	2 986 913	(32 003)	(4 192)	—	2 950 718
Résultat d'exploitation	(49 783)	32 003	4 192	—	(13 588)
Coûts de financement	1 520	33 501	2 914	—	37 935
Perte (gain) de change	140	(1 252)	2	—	(1 110)
Résultat avant charge d'impôts	(38 766)	(246)	1 276	—	(37 736)
Impôts sur le résultat (récupération)					
Différés	(9 250)	(48)	250	—	(9 048)
	(8 222)	(48)	250	—	(8 020)
Résultat net de l'exercice	(30 544)	(198)	1 026	—	(29 716)
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires	(33 191)	(198)	1 042	—	(32 347)
Participations ne donnant pas le contrôle	2 647	—	(16)	—	2 631
	(30 544)	(198)	1 026	—	(29 716)
Résultat par action					
De base	(0,88)	(0,01)	0,03	—	(0,86)
Dilué	(0,88)	(0,01)	0,03	—	(0,86)

États consolidés des flux de trésorerie	2019			2019
	2019	Flotte	Immobilier et autres	Après ajustements
Trimestre clos le 31 janvier (en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	(48 659)	(3 674)	363	(51 970)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées)				
Amortissement	14 917	23 899	2 344	41 160
Perte (gain) de change	(32)	205	1	174
Impôts différés	(14 164)	(1 243)	123	(15 284)
	(28 142)	19 187	2 831	(6 124)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	93 440	(12 003)	3 464	84 901
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	(3 895)	3 895	—	—
Variation nette de la provision pour conditions de retour	—	5 132	—	5 132
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(6 900)	9 038	(3 136)	(998)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	54 503	25 249	3 159	82 911
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(30 493)	(8 766)	—	(39 259)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(29 393)	(8 766)	—	(38 159)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement des obligations locatives	—	(16 483)	(3 159)	(19 642)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	341	(16 483)	(3 159)	(19 301)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 340	—	—	1 340
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	26 791	—	—	26 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	593 654	—	—	593 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	620 445	—	—	620 445

États consolidés des flux de trésorerie				2019
	Exercice clos le 31 octobre	2019	Immobilier et Flotte	Après ajustements
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de l'exercice	(30 544)	(198)	1 026	(29 716)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées)				
Amortissement	64 078	108 054	10 189	182 321
Perte (gain) de change	140	(1 252)	2	(1 110)
Impôts différés	(9 250)	(48)	250	(9 048)
	38 868	106 556	11 467	156 891
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	33 105	712	189	34 006
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	1 020	(1 020)	—	—
Variation nette de la provision pour conditions de retour	—	26 592	—	26 592
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(8 918)	5 885	1 565	(1 468)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	64 075	138 725	13 221	216 021
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(92 277)	(71 656)	—	(163 933)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(92 123)	(71 656)	—	(163 779)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement des obligations locatives	—	(67 069)	(13 221)	(80 290)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 703)	(67 069)	(13 221)	(81 993)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	941	—	—	941
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(28 810)	—	—	(28 810)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	593 654	—	—	593 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	564 844	—	—	564 844

IFRIC 23 - INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui apporte des précisions sur l'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en lien avec la comptabilisation et l'évaluation des traitements fiscaux incertains. L'IFRIC 23 indique les circonstances pour lesquelles les traitements fiscaux incertains doivent être traités isolément ou collectivement, ainsi que les hypothèses à considérer dans l'évaluation d'un traitement fiscal incertain afin de déterminer s'il est probable que le traitement soit accepté par l'administration fiscale. L'application de l'IFRIC 23 est en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019. Aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société ne découle de l'adoption de cette nouvelle interprétation de l'IFRIC.

Note 4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 janvier 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 401 326 \$ [292 134 \$ au 31 octobre 2019] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 60 403 \$, dont 51 224 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [60 637 \$ au 31 octobre 2019, dont 51 224 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 5 DÉPÔTS

	Au 31 janvier 2020	Au 31 octobre 2019
		Retraité [note 3]
	\$	\$
Dépôts d'entretien aux bailleurs	135 616	124 911
Dépôts relatifs aux aéronefs et moteurs loués	40 599	38 415
Dépôts auprès de fournisseurs	20 360	20 576
	196 575	183 902
Moins tranche récupérable à moins d'un an	17 653	17 765
	178 922	166 137

Note 6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Flotte	Équipement d'aéronefs	Équipement et mobilier de bureau	Terrain, édifice et améliorations locatives	Droit d'utilisation Flotte	Droit d'utilisation Immobilier et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au 31 octobre 2019	328 737	125 102	60 037	115 558	1 344 885	130 256	2 104 575
Ajouts	4 413	18 144	1 816	587	26 911	23 953	75 824
Radiations	(40 177)	(3 018)	(67)	(138)	—	—	(43 400)
Écart de change	—	—	60	468	—	95	623
Solde au 31 janvier 2020	292 973	140 228	61 846	116 475	1 371 796	154 304	2 137 622
Amortissement cumulé							
Solde au 31 octobre 2019	250 001	74 717	40 388	29 167	741 597	77 260	1 213 130
Amortissement	5 554	2 369	1 093	872	32 756	2 559	45 203
Radiations	(40 177)	(3 018)	(67)	(138)	—	—	(43 400)
Écart de change	—	—	9	—	—	60	69
Solde au 31 janvier 2020	215 378	74 068	41 423	29 901	774 353	79 879	1 215 002
Valeur comptable nette au 31 janvier 2020	77 595	66 160	20 423	86 574	597 443	74 425	922 620

	Flotte	Équipement d'aéronefs	Équipement et mobilier de bureau	Terrain, édifice et améliorations locatives	Droit d'utilisation Flotte Retraité [note 3]	Droit d'utilisation Immobilier et autres Retraité [note 3]	Total Retraité [note 3]
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au 31 octobre 2018	339 093	118 679	53 102	96 123	1 152 517	105 460	1 864 974
Ajouts	24 807	27 730	10 634	19 926	229 595	24 999	337 691
Radiations	(35 163)	(21 307)	(3 601)	(352)	(37 227)	(136)	(97 786)
Écart de change	—	—	(98)	(139)	—	(67)	(304)
Solde au 31 octobre 2019	328 737	125 102	60 037	115 558	1 344 885	130 256	2 104 575
Amortissement cumulé							
Solde au 31 octobre 2018	251 348	88 238	38 335	27 598	670 770	67 181	1 143 470
Amortissement	33 816	7 786	5 711	1 930	108 054	10 189	167 486
Radiations	(35 163)	(21 307)	(3 601)	(352)	(37 227)	(136)	(97 786)
Écart de change	—	—	(57)	(9)	—	26	(40)
Solde au 31 octobre 2019	250 001	74 717	40 388	29 167	741 597	77 260	1 213 130
Valeur comptable nette au 31 octobre 2019	78 736	50 385	19 649	86 391	603 288	52 996	891 445

Note 7 PLACEMENT

La variation de notre participation de 50 % dans une coentreprise, Desarrollo Transimar, se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2019	16 533
Quote-part du résultat net	69
Écart de conversion	89
Solde au 31 janvier 2020	16 691

Le placement a été converti au taux de clôture USD/CAD de 1,3222 au 31 janvier 2020 [1,3142 au 31 octobre 2019].

Note 8 PROVISION POUR CONDITIONS DE RETOUR

La provision pour conditions de retour est liée aux obligations contractuelles de retourner les aéronefs et les moteurs loués à la fin des baux dans des conditions d'entretien pré-déterminées. La variation de la provision pour conditions de retour pour le trimestre clos le 31 janvier se détaille comme suit :

	Au 31 janvier 2020	Au 31 octobre 2019
		Retraité [note 3]
	\$	\$
Solde d'ouverture	155 120	128 528
Provisions supplémentaires	3 620	16 127
Changement d'estimation	—	7 085
Charge de désactualisation	630	3 380
Solde de fermeture	159 370	155 120
Provisions courantes	8 445	—
Provisions non courantes	150 925	155 120
Solde de fermeture	159 370	155 120

Note 9 DETTE À LONG TERME ET OBLIGATIONS LOCATIVES

DETTE À LONG TERME

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ aux fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2022, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains ratios financiers et conditions financières. Au 31 janvier 2020, tous les ratios et conditions financières étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2020, un montant de 55 491 \$ était utilisé [55 848 \$ au 31 octobre 2019] dont 51 224 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau suivant présente les échéances et les taux d'actualisation liés aux obligations locatives au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019 :

	Échéance finale	Taux d'intérêt moyen pondéré %	Au 31 octobre 2019	
			Au 31 janvier 2020	Retraité [note 3]
			\$	\$
Flotte	2020-2031	5,44	731 632	602 449
Immobilier et autres	2020-2037	5,55	120 802	63 480
Obligations locatives		5,46	852 434	665 929

La charge d'intérêt aux 31 janvier 2020 et 2019 se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
	\$	\$
Charge d'intérêt liée aux obligations locatives	8 939	7 315
Charge de désactualisation de la provision pour conditions de retour	630	845
Autres intérêts	518	395
Coûts de financement	10 087	8 555

La charge de loyer aux 31 janvier 2020 et 2019 se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
	\$	\$
Paiements de loyer variables	2 640	3 301
Baux à court terme	6 432	15 312
Loyer d'aéronefs	9 072	18 613
Paiements de loyer variables	1 127	1 132
Baux à court terme	1 276	1 081
Baux liés à des actifs de faible valeur	162	55
	11 637	20 881

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OBLIGATIONS LOCATIVES

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2020, les flux de trésorerie liés au remboursement des obligations locatives sont présentés dans le tableau suivant :

	Flux de trésorerie	Variations sans effet sur la trésorerie	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2019	—	—	665 929
Remboursements	(24 066)	—	(24 066)
Nouvelles obligations locatives (nouveaux contrats et amendements)	—	44 083	44 083
Écart de change	—	3 618	3 618
Solde au 31 janvier 2020	(24 066)	47 701	689 564

ÉCHÉANCES DES OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations de remboursement du capital et des intérêts liés aux obligations locatives au 31 janvier 2020 s'établissent comme suit. Les obligations locatives en dollars américains sont convertis au taux de clôture USD/CAD de 1,3222 au 31 janvier 2020 :

Exercice se terminant le 31 octobre	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et plus	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flotte	102 475	126 494	105 231	93 730	73 174	230 528	731 632
Immobilier et autres	10 792	12 636	8 656	8 589	7 984	72 145	120 802
Obligations locatives	113 267	139 130	113 887	102 319	81 158	302 673	852 434

La note 6 présente l'information requise en vertu des actifs liés aux droits d'utilisation et à l'amortissement. La note 14 présente l'information requise en vertu des contrats de location d'aéronefs qui seront livrés au cours des prochaines années.

Note 10 AUTRES PASSIFS

	Au 31 janvier 2020	Au 31 octobre 2019
	\$	Retraité [note 3] \$
Avantages du personnel	47 495	46 986
Autres passifs	444	458
	47 939	47 444

Note 11 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles détiennent une voix par action à toute assemblée des actionnaires sujet à une réduction automatique des droits de vote qui y sont rattachés dans l'éventualité où i) tout non-Canadien, individuellement ou avec des personnes du même groupe détient plus de 25 % des voix exprimées, ii) tout non-Canadien autorisé à fournir un service aérien dans tout territoire (au total) détient plus de 25 % des voix exprimées, ou iii) les voix qui seraient exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A seraient de plus de 49 %. Si une des limitations applicables susmentionnées est dépassée, les votes qui devraient être attribués aux porteurs d'actions de catégorie A seront attribués comme suit :

- d'abord, le cas échéant, il y aura une réduction des droits de vote de tout non-Canadien individuel (y compris un non-Canadien autorisé à fournir un service aérien) dont les votes totalisent plus de 25 % des votes, et ce, de manière à ce que ledit porteur non-Canadien ne puisse jamais être porteur de plus de 25 % (ou tout autre pourcentage qui peut être prescrit par une loi ou règlement du Canada et approuvé ou adopté par les administrateurs de la Société) du total des voix exprimées à une assemblée;
- ensuite, le cas échéant, et une fois que la répartition au prorata telle que décrite ci-haut est effectuée, une réduction proportionnelle supplémentaire sera effectuée des droits de vote de tous les porteurs d'actions de catégorie A non-Canadiens autorisés à fournir un service aérien, et ce, de manière à ce que lesdits porteurs non-Canadiens ne puissent jamais être porteurs de votes totalisant plus de 25 % (ou tout autre pourcentage qui peut être prescrit par une loi ou règlement du Canada et approuvé ou adopté par les administrateurs de la Société) du total des voix exprimées, toutes catégories confondues, à une assemblée;
- enfin, le cas échéant, et une fois que les deux répartitions au prorata décrites ci-haut ont été effectuées, une réduction proportionnelle sera effectuée des droits de vote de tous les porteurs d'actions de catégorie A, et ce, de manière à ce que tous les porteurs non-Canadiens d'actions de catégorie A ne puissent jamais être porteurs de votes totalisant plus de 49 % (ou tout autre pourcentage qui peut être prescrit par une loi ou règlement du Canada et approuvé ou adopté par les administrateurs de la Société) du total des voix exprimées, toutes catégories confondues, à une assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2018	37 545 335	219 684
Émission de la trésorerie	59 816	341
Solde au 31 janvier 2019	37 605 151	220 025
Émission de la trésorerie	110 046	599
Exercice d'options	31 893	388
Solde au 31 octobre 2019	37 747 090	221 012
Solde au 31 janvier 2020	37 747 090	221 012

Au 31 janvier 2020, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 4 828 337 et à 32 918 753 [4 243 821 et 33 503 269 au 31 octobre 2019].

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2019	1 748 570	10,15
Annulées	(2 000)	19,24
Solde au 31 janvier 2020	1 746 570	10,14
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2020	1 522 170	10,07

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
	Retraité [note 3]	
(en milliers, sauf les montants par action)	\$	\$
NUMÉRATEUR		
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	(33 805)	(52 952)
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	37 747	37 572
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	37 747	37 572
Résultat par action		
De base	(0,90)	(1,41)
Dilué	(0,90)	(1,41)

Étant donnée les pertes enregistrées au cours des trimestres clos les 31 janvier 2020 et 2019, les 1 746 570 et 1 784 547 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 12 REVENUS

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et dessert deux principaux marchés qui représentent également ses deux principales lignes de produits, soit le marché transatlantique et le marché Amérique, qui inclut le programme des destinations soleil. Le tableau ci-dessous présente la ventilation par marché des revenus des contrats avec des clients :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2020	2019
	\$	\$
Clients		
Transatlantique	87 449	68 847
Amérique	589 100	560 387
Autres	16 250	18 332
Total des revenus	692 799	647 566

Note 13 ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux incluent généralement les charges de restructuration et d'autres éléments inhabituels importants. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2020, des honoraires professionnels de 1 206 \$ ainsi que des charges de rémunération de 2 968 \$ ont été comptabilisés en lien avec la transaction avec Air Canada. Les charges de rémunération sont principalement liées aux régimes de rémunération à base d'actions qui incluent une clause de changement de contrôle ainsi qu'aux ajustements comptabilisés aux provisions liées aux plans de rémunération fondés sur des actions à la suite de la hausse importante du cours de l'action. La comptabilisation des charges de rémunération à titre d'éléments spéciaux découle de l'offre d'Air Canada, qui rend probable l'atteinte du critère de changement de contrôle inclus dans certains régimes de rémunération à base d'actions de la Société et qui, également, réduit la période d'acquisition des droits.

Note 14 ENGAGEMENTS

Au 31 janvier 2020, la Société est partie à des engagements pour la location de 15 Airbus A321neo dont la livraison s'échelonne de 2020 à 2022. La Société a aussi des obligations d'achat, en vertu de divers contrats avec des fournisseurs, notamment en lien avec les chambres d'hôtels et les contrats de service informatique, effectués dans le cours normal des affaires. Le tableau suivant présente les paiements minimum exigibles en vertu des contrats de location d'aéronefs qui seront livrés au cours des prochaines années ainsi que les obligations d'achat :

Exercice se terminant le 31 octobre	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et plus	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de location (aéronefs)	32 907	80 439	100 727	103 645	103 645	837 621	1 258 984
Obligations d'achat	19 343	8 231	7 291	4 280	2 722	4 825	46 692
	52 250	88 670	108 018	107 925	106 367	842 446	1 305 676

Note 15 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 7, 9, 17, 24 et 25 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2019 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2037. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2020, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 474 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 janvier 2020, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement qui est renouvelable en 2020. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans et pour un montant total de 50 000 \$. Au 31 janvier 2020, un montant de 23 507 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Note 16 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique. Les produits des activités ordinaires ainsi que les actifs non courants hors Amérique ne sont pas significatifs. Ainsi, les états consolidés des résultats et les états consolidés de la situation financière incluent toutes les informations requises.

